ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 13 avril 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de l'article 81, § 1, de la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et fédérations de communes, relatif au fonctionnement des commissions de la culture et des commissions réunies", a donné le 19 avril 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e april 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 81, § 1, van de wet van 26 juli 1971, houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, betreffende de werking van de commissies voor de cultuur en van de verenigde commissies", heeft de 19e april 1972 het volgend advies gegeven :

L'intitulé serait plus précis s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif au fonctionnement des commissions de la culture et des commissions réunies de l'agglomération bruxellois

Le projet s'inspire largement du projet de loi initial (Documents Chambre, 1970-1971, n° 868-1) et de l'avis du Conseil d'Etat sur ce projet de loi (ibidem, n° 868-12).

Le projet ne comprend qu'un chapitre. Dans son avis sur le projet initial, le Conseil d'Etat avait proposé de diviser la matière en deux sous-sections, traitant respectivement "Du fonctionnement des commissions de la culture" et "Du fonctionnement des commissions réunies". Il est proposé de diviser le projet en deux chapitres pourvus de ces intitulés. On trouvera ci-après un projet de texte.

Aux termes de l'article 3, alinéa 3, du projet, les règlements d'ordre intérieur sont soumis à l'approbation du Roi. Cette disposition se trouvait dans le projet initial ; mais aucune disposition de la loi ne prévoit l'exercice d'une tutelle spéciale sur les règlements d'ordre intérieur des commissions, pas plus que sur les règlements d'ordre intérieur des conseils d'agglomération ou de fédération. La loi communale, à laquelle se réfère l'article 43 de la loi du 26 juillet 1971, n'en prévoit pas davantage en ce qui concerne les règlements d'ordre intérieur des conseils communaux. L'alinéa 3 manque ainsi de fondement légal et doit être omis.

.../...

Le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 8 du projet par une disposition relative à la forme des deuxième et troisième convocations (article 10, alinéa 3, du texte proposé).

A l'article 10, 3°, du projet, l'expression "établissements d'utilité publique" doit être évitée pour les raisons indiquées dans l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi initial (p. 6).

A l'article 11, alinéa 1er, du projet, il faut prévoir que le président puisse lever la séance.

A l'article 13, 3°, du projet, le mot "aviser" , qui est repris de la loi communale, n'est plus utilisé dans le sens de "donner une consultation".

L'alinéa 2 du même article est relatif au statut du secrétaire de la commission et trouverait mieux sa place dans l'arrêté royal qui portera des dispositions générales relatives à ce statut.

L'article 15 du projet traite du traitement des présidents et des jetons de présence des membres. La loi du 26 juillet 1971 ne donne au Roi aucune habilitation en ce qui concerne le traitement du président ou du conseiller qui le remplace. Les pouvoirs du Roi sont, en effet, limités par la référence que fait l'article 81, § 1er, à l'article 43, et l'article 43 ne rend les dispositions de la loi communale applicables mutatis mutandis aux agglomérations que "sans préjudice des dispositions particulières de la présente loi".

.../...

Or, les matières qui font l'objet des alinéas 1er à 3, 5 et 6, de l'article 15 du projet sont, en ce qui concerne les agglomérations, traitées par la loi elle-même (article 35, § 5) ; ces alinéas doivent, dès lors, être omis. Il appartiendra aux commissions de décider souverainement quant à ces objets, sous réserve de l'intervention éventuelle de l'autorité de tutelle.

A l'article 16, alinéa 2, du projet, il s'indiquerait de permettre la fixation d'un "autre délai" plutôt que d'un "délai plus court".

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"CHAPITRE Ier.- DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS DE LA CULTURE.

Article 1er (article 1er du projet, en lisant comme suit l'alinéa 1er):

"Lors de son installation, chaque commission élit en son sein un président, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages".

La suite, alinéa 2 du projet.

Article 2 (article 3, alinéas 1er et 2 du projet - voir avis).

"Chacune des commissions adopte un règlement ... (comme au projet)" .

.../...

Article 3 (article 4 du projet).

"Chacune des commissions se réunit aux jours et heures fixés par son règlement".

La suite comme au projet.

Article 4 (article 5, alinéa 1er, du projet).

Chacune des commissions est en outre convoquée en séance extraordinaire par son président :

1° chaque fois que le requièrent les affaires qui relèvent de sa compétence ;

2° à la demande d'un tiers des membres .

Article 5 (article 6, alinéa 1er, du projet).

Article 6 (article 6, alinéas 2 à 4, du projet).

Dans le cas prévu à l'article 4, 2°, les membres indiquent dans la demande de convocation les points sur lesquels la commission devra délibérer. Ces points sont repris en tête de l'ordre du jour.

Le président est tenu de convoquer la commission dans les huit jours .

Article 7 (article 7, alinéa 3, du projet).

Le président est tenu de porter à l'ordre du jour toute proposition qui lui est remise au moins trois jours avant la séance.

.../...

Article 8 (article 7, alinéas 1er et 2, du projet).

Article 9 (article 9 du projet).

Chaque commission siège dans l'agglomération bruxelloise.

Article 10 (article 8 du projet, pour l'alinéa 3 du texte proposé, voir avis).

Une commission ne peut siéger que si la majorité des membres sont présents.

Elle peut, si elle a été convoquée deux fois sans que le quorum eût été atteint, délibérer valablement sur les objets qui figurent pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux prescriptions de l'article 5 ; il y est fait mention qu'il s'agit d'une deuxième ou d'une troisième convocation. En outre, les dispositions des alinéas 1er et 2 sont insérées textuellement dans la troisième convocation.

Article 11 (article 10 du projet).

Les séances ont lieu à huis clos.

La séance est toutefois publique, sauf s'il s'agit de questions de personnes, lorsque les délibérations ont pour objet:

1° et 2° (comme au projet) ;

3° la création d'établissements d'intérêt d'agglomération ;

4° et 5° (comme au projet).

Article 12 (article 11, alinéa 1er, du projet - voir avis).

La séance est ouverte et levée par le président.

.../...

Article 13 (article 11, alinéas 2 et 3, du projet).

Article 14 (article 11, alinéas 4 et 5, du projet).

Article 15 (article 12 du projet).

Article 16 (article 13 du projet, voir avis, en lisant le 3° comme suit):

"En la même qualité il ne pourra, dans l'intérêt de la commission, ni plaider, ni donner de consultation, ni intervenir dans aucune affaire litigieuse quelconque, si ce n'est gratuitement", et en omettant l'alinéa 2.

Article 17 (article 14, alinéas 1er et 2, du projet).

Article 18 (article 14, alinéa 3, du projet).

Article 19 (article 15, alinéa 4, du projet).

Article 20 (article 16 du projet, en lisant comme suit l'alinéa 2) :

"Les règlements et arrêtés sont obligatoires le cinquième jour qui suit cet affichage, sauf s'ils fixent un autre délai".

Article 21 (article 17 du projet).

Article 22 (article 18 du projet).

.../...

CHAPITRE II. - DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS REUNIES.

Article 23 (article 2, alinéa 1er, du projet).

Article 24.-

Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, alinéas 2 et 3, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22, sont applicables aux commissions réunies.

(article 5, alinéa 2, du projet) :

Par dérogation à l'article 4, 2°, la demande de convocation d'une séance extraordinaire doit émaner du tiers des membres de chaque commission .

(article 8, alinéa 1er, du projet) :

Les commissions réunies ne peuvent siéger que si la majorité des membres de chaque commission sont présents.

CHAPITRE III. - DISPOSITION TRANSITOIRE.

Article 25 (article 2, alinéa 2, du projet).

La présidence des commissions réunies est exercée la première année par le plus âgé des deux présidents.

Article 26 (article 19 du projet) ".

Een nauwkeuriger opschrift is :

"Koninklijk besluit betreffende de werkwijze van de commissies voor de cultuur en van de verenigde commissies van de Brusselse agglomeratie".

Het ontwerp gaat in ruime mate uit van het oorspronkelijk wetsontwerp (Gedr. St., Kamer, 1970-1971, nr.868-1) en van het advies van de Raad van State over dat wetsontwerp (ibidem, nr. 868-12).

Het ontwerp heeft slechts één hoofdstuk. In zijn advies over het oorspronkelijk ontwerp had de Raad van State voorgesteld de stof te verdelen over twee onderafdelingen die onderscheidenlijk zouden handelen over de "werkwijze van de commissies voor de cultuur" en over de "werkwijze van de verenigde commissies". Voorgesteld wordt het ontwerp in twee hoofdstukken, met overeenkomstige opschriften te verdelen. Aan het slot van het advies wordt een ontwerp-tekst voorgesteld.

Luidens artikel 3, derde lid, van het ontwerp worden de reglementen van orde aan de Koning ter goedkeuring voorgelegd. Die bepaling stond in het oorspronkelijk ontwerp; geen bepaling van de wet voorziet echter in de uitoefening van een bijzonder toezicht op de huishoudelijke reglementen van de commissies evenmin als op die van de agglomeratieraad of van de federatieraad. De gemeentewet, waarnaar artikel 43 van de wet van 26 juli 1971 verwijst, voorziet evenmin in dat toezicht met betrekking tot de huishoudelijke reglementen van de gemeenteraden. Het derde lid heeft dus geen rechtsgrond en moet vervallen.

.../...

De Raad van State stelt voor, artikel 8 van het ontwerp aan te vullen met een bepaling betreffende de vorm van de tweede en de derde oproeping (artikel 10, derde lid, van de voorgestelde tekst).

In artikel 10, 3°, van het ontwerp moet de term "inrichtingen van openbaar nut" worden vermeden om de redenen die de Raad van State heeft opgegeven in zijn advies over het oorspronkelijk wetsontwerp (blz. 6).

In artikel 11, eerste lid, van het ontwerp moet worden bepaald dat de voorzitter de vergadering kan opheffen.

De in artikel 13, 3°, van het ontwerp gebruikte Franse term "aviser", die ontleend is aan de gemeentewet, heeft thans niet meer de betekenis "donner une consultation".

Het tweede lid van hetzelfde artikel heeft betrekking op het statuut van de secretaris van de commissie en hoort thuis in het koninklijk besluit dat algemene voorzieningen betreffende dat statuut zal treffen.

Artikel 15 van het ontwerp handelt over de wedde van de voorzitters en over het presentiegeld van de leden. De wet van 26 juli 1971 verleent de Koning geen machtiging met betrekking tot de wedde van de voorzitter of van het raadslid dat hem vervangt. 's Konings bevoegdheid is immers beperkt door de verwijzing van artikel 81, § 1, naar artikel 43, en dat artikel 43 verklaart de bepalingen van de gemeentewet mutatis mutandis van toepassing op de agglomeraties

.../...

"onverminderd de toepassing van de bijzondere bepalingen van deze wet". De aangelegenheden die geregeld zijn in de alinea's 1 tot 3, 5 en 6, van artikel 15 van het ontwerp zijn immers, wat de agglomeraties betreft, door de wet zelf behandeld (artikel 35, § 5) ; die alinea's moeten derhalve vervallen. Het is zaak van de commissies in die aangelegenheden zelf te beslissen onder voorbehoud van het eventuele optreden van de toezichthoudende overheid.

In artikel 16, tweede lid, van het ontwerp zou mogelijkheid moeten worden gelaten tot vaststelling, niet van een "kortere termijn" maar van een "andere termijn".

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"HOOFDSTUK I. - WERKWIJZE VAN DE COMMISSIES VOOR DE CULTUUR.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp, maar het eerste lid leze men als volgt):

"Bij haar installatie kiest iedere commissie uit haar leden een voorzitter bij geheime stemming en bij volstrekte meerderheid van stemmen".

Voorts zoals het tweede lid van het ontwerp.

Artikel 2 (artikel 3, eerste en tweede lid, van het ontwerp - zie advies).

"Iedere commissie maakt een huishoudelijk reglement op ... (zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 3 (artikel 4 van het ontwerp).

Iedere commissie vergadert op dag en uur vastgesteld in haar reglement.

Voorts zoals in het ontwerp.

Artikel 4 (artikel 5, eerste lid, van het ontwerp).

Iedere commissie wordt bovendien door haar voorzitter in buitengewone vergadering bijeengeroepen :

1° telkens als de zaken die tot haar bevoegdheid behoren, het vereisen ;

2° op verzoek van een derde van de leden.

Artikel 5 (artikel 6, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 6 (artikel 6, tweede tot vierde lid, van het ontwerp

In het geval van artikel 4, 2°, geven de leden in het verzoek om oproeping de punten op welke de commissie dient te behandelen. Die punten worden vooraan op de agenda geplaatst.

De voorzitter is gehouden de commissie binnen acht dagen bijeen te roepen.

Artikel 7 (artikel 7, derde lid, van het ontwerp).

De voorzitter is gehouden elk voorstel dat hem ten minste drie dagen vóór de vergadering wordt bezorgd, op de agenda te brengen.

.../...

Artikel 8 (artikel 7, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 9 (artikel 9 van het ontwerp).

Iedere commissie houdt zitting in de Brusselse agglomeratie.

Artikel 10 (artikel 8, van het ontwerp; voor het derde lid van de voorgestelde tekst, zie advies).

Een commissie mag slechts zitting houden als de meerderheid van de leden tegenwoordig is.

Is zij tweemaal opgeroepen zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, dan kan zij op geldige wijze beraadslagen en beslissen over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

De tweede en de derde oproeping geschieden overeenkomstig de voorschriften van artikel 5 ; daarin wordt vermeld dat het een tweede of een derde oproeping betreft. Bovendien worden de bepalingen van het eerste en het tweede lid woordelijk opgenomen in de derde oproeping.

Artikel 11 (artikel 10 van het ontwerp).

De vergaderingen worden met gesloten deuren gehouden.

De vergadering wordt evenwel in het openbaar gehouden, behalve als het om personen gaat, wanneer beraadslaagd en beslist wordt over :

1° en 2° (zoals in het ontwerp) ;

3° het oprichten van instellingen van agglomeratiebelang ;

4° en 5° (zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 12 (artikel 11, eerste lid, van het ontwerp - zie advies).

De vergadering wordt geopend en opgeheven door de voorzitter.

Artikel 13 (artikel 11, tweede en derde lid, van het ontwerp).

Artikel 14 (artikel 11, vierde en vijfde lid, van het ontwerp).

Artikel 15 (artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 16 (artikel 13 van het ontwerp - zie advies).

De Franse tekst onder 3°, tweede volzin, leze men als volgt :

"En la même qualité il ne pourra, dans l'intérêt de la commission, ni plaider, ni donner de consultation, ni intervenir dans aucune affaire litigieuse quelconque, si ce n'est gratuitement"; het tweede lid van het artikel kan dan vervallen.

Artikel 17 (artikel 14, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 18 (artikel 14, derde lid, van het ontwerp).

Artikel 19 (artikel 15, vierde lid, van het ontwerp).

Artikel 20 (artikel 16 van het ontwerp; het tweede lid leze men echter als volgt) :

"De verordeningen en besluiten zijn verbindend de vijfde dag na die aanplakking behalve wanneer zij een andere termijn bepalen".

.../...

Artikel 21 (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 22 (artikel 18 van het ontwerp).

HOOFDSTUK II. - WERKWIJZE VAN DE VERENIGDE COMMISSIES.

Artikel 23 (artikel 2, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 24.-

De artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, tweede en derde lid, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, en 22 zijn van toepassing op de verenigde commissies.

(artikel 5, tweede lid, van het ontwerp) :

In afwijking van artikel 4, 2°, moet het verzoek tot oproeping van een buitengewone vergadering uitgaan van een derde van de leden van iedere commissie.

(artikel 8, eerste lid, van het ontwerp) :

De verenigde commissies mogen slechts zitting houden als de meerderheid van de leden van elke commissie tegenwoordig is.

HOOFDSTUK III. - OVERGANGSBEPALING.

Artikel 25 (artikel 2, tweede lid, van het ontwerp).

Het voorzitterschap van de verenigde commissies wordt het eerste jaar waargenomen door de oudste van beide voorzitters.

Artikel 26 (artikel 19 van het ontwerp) ".

La chambre était composée de

Messieurs : G.HOLOYE, président de chambre,

G.VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

F.RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
M.VERSCHELDEN,

Madame : J.TRUYENS, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.M.DUMONT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.M.DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.